

Unité Interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy
BP8014
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou , le 06 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WALOR EXTRUSION

94 rue Saint Melaine
BP 0409
53000 LAVAL

Références : 2022-174_INSP_WALOR – Laval_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2022 dans l'établissement WALOR EXTRUSION implanté 94 rue Saint Melaine BP 0409 53000 LAVAL . L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale relative aux incendies dans les traitements de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WALOR EXTRUSION
- 94 rue Saint Melaine BP 0409 53000 LAVAL
- Code AIOT dans GUN : 0006300961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Walor fabrique des pièces métalliques par extrusion pour l'industrie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie dans l'installation de traitement de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra améliorer le système de désenfumage de son installation, mettre en place des niveaux bas asservissant les systèmes de chauffe d'une chaîne de traitement de surface et donner des informations concernant le bassin de rétention des eaux d'extinctions.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : L'installation dispose de dispositifs de désenfumage en partie haute. L'exploitant devra justifier de la surface totale des sections d'évacuation et des amenées d'air frais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : Le site ne dispose pas de système permettant l'ouverture automatique des trappes de désenfumage. L'ouverture se fait par 4 commandes réparties dans l'atelier, chacune ouvrant les trappes de désenfumage d'une zone précise. Ces commandes fonctionnent à l'aide d'un fluide hydraulique. Certaines commandes sont accessibles en rentrant sur les postes de travail. Une seule commande est située près d'une sortie. Sur une commande, il manquait une poignée. Pour activer cette commande lors de l'inspection, l'utilisation d'un tournevis a été nécessaire. Au moment de l'ouverture d'une partie des trappes, 2 trappes ne se sont pas ouvertes. L'exploitant devra proposer un plan d'action pour : <ul style="list-style-type: none">- Mettre en place un système d'ouverture automatique,- Vérifier l'ensemble de ses trappes pour s'assurer qu'elles sont disponibles en permanence,- Installer des poignées sur les commandes partout où cela est nécessaire,- Installer les commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport du 8 janvier 2021 de vérification quadriennale de ses installations électriques par l'APAVE. Ce rapport comprend une mesure de continuité à la terre de tous les équipements. Pour ce qui concerne les lignes de traitement de surface, les deux lignes TS06 et TS 73 ont des mesures conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Ce point a été abordé lors de l'inspection du 5 mars 2021. Un rapport d'inspection a été établi le 25 mars 2021. Le rapport demandait de mettre en place les dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage sur les lignes 73,77 et si nécessaire 06. Dans son courrier du 26 mai 2021 en réponse au rapport d'inspection, l'exploitant a indiqué :" a) Pour la ligne 77 : en prenant en compte le fait que la chaîne cessera toute activité au plus tard en fin d'année 2021, il n'y aura pas d'investissement pour répondre à cet écart. b) Pour la chaîne 06, nous joignons avec ce courrier les schémas électriques de l'installation. c) Pour la ligne 73, nous ne sommes pas en présence d'un système de chauffe électrique mais par un système de chauffe gaz ou vapeur selon les cuves. Depuis la dernière inspection, la ligne 77 n'est plus fonctionnelle et est en cours de démantèlement. En ce qui concerne la chaîne 06, le schéma électrique montre bien une protection de chauffe en cas de niveau bas. La chaîne est bien protégée. Enfin, en ce qui concerne la ligne 73, bien que le chauffage se fasse à l'aide de gaz, l'exploitant devra mettre en place un détecteur de manque de liquide et l'asservir à l'arrêt du chauffage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : Lors de l'inspection, 18 extincteurs se trouvaient autour de la chaîne 06 et de la ligne 73. Deux RIA étaient placés de part et d'autre de la chaîne 06.
Observations : Le balisage des extincteurs pourra être amélioré de manière à ce que leurs emplacements soit mieux identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie ont été vérifiés en août 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin qui réceptionne les eaux d'extinction d'un incendie ainsi que les eaux pluviales du parking. Une buse munie d'une vanne permet l'évacuation des eaux pluviales dans le réseau communal. La vanne est en position fermée en fonctionnement normal. La vidange du bassin se fait par pompage par une société d'assainissement. L'exploitant a indiqué avoir un contrat avec la société VEOLIA au cas où il serait nécessaire de faire la vidange en urgence. L'exploitant devra justifier du volume disponible pour la rétention des eaux d'extinctions, notamment en présence d'eaux pluviales résiduelles. L'exploitant fournira à l'inspection la procédure de gestion du bassin comprenant notamment les modalités de déclenchement et la fréquence minimale de vidange du bassin.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : La vanne permettant l'évacuation des eaux pluviales est en position fermée par défaut, empêchant l'évacuation vers le réseau d'eau pluviale. Elle est située derrière la clôture de protection du bassin. Un arbuste proche de la poignée est susceptible d'empêcher de l'actionner. L'exploitant devra s'assurer que la vanne peut être actionnée en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

